

La citation du mois

« La question turque n'est que le point culminant d'un rejet du projet européen par les Européens eux-mêmes. Elle est passionnelle car elle ajoute la peur de l'Islam à la peur d'une dissolution des cadres nationaux dans un ensemble dont les finalités et le fonctionnement sont devenus incompréhensibles mais, si l'explication n'est pas la Turquie, à quoi tient-elle ? (...) »

Ce ne sont ni la Turquie ni les élargissements qui expliquent les non français et néerlandais au projet de Constitution européenne. C'est cette identification du projet européen aux dogmes libéraux et, second drame de l'Europe, sa gauche n'a pas su la défendre »

Bernard Guetta, Réponse à Jacques Julliard sur l'Europe, Libération (15 décembre 2010)

A la une : « La Turquie, un espoir pour l'Europe »



Par Guillaume Klossa et Can Buharali *,
La Tribune, 9 décembre

« L'Union européenne traverse une période difficile » et « l'époque favorise le populisme et le retour d'identités "nationalistes" puissantes. »

Dans ce contexte troublé, certains États membres de l'Union européenne voient d'un œil méfiant la perspective d'adhésion d'un grand État musulman, bien qu'officiellement laïc. Ils négligent le relais de croissance qu'offre pourtant le tigre turc (...). Ils sous-estiment aussi la dynamique démocratique à l'œuvre au cœur de la société turque. »

En Turquie, « le sentiment que l'Europe est en train de sortir de l'histoire croît rapidement (...) : les Turcs prennent conscience que le potentiel de croissance à long terme du Vieux Continent est bien plus faible que celui des grands pays asiatiques ou sud-américains. (...) la mariée paraît donc bien moins belle qu'il y a dix ans (...). Et si Ankara continue à afficher sa volonté d'adhésion, la mollesse et le doute ont succédé à l'enthousiasme (...) ». D'autant que la Turquie « se voit désormais en grande puissance régionale et a tendance à sous-estimer les bénéfices économiques, politiques et sociaux résultant de l'europanisation de son droit et de ses structures politiques, économiques et sociales. »

En d'autres mots, le rapprochement programmé entre Bruxelles et Ankara ne va plus de soi. (...) **une conviction nous anime : l'Union européenne et la Turquie partagent bien plus qu'elles ne le croient et il est urgent de renforcer une connaissance mutuelle encore insuffisante.** »

« Rares » sont en effet les Européens « qui connaissent réellement la société turque actuelle (...) De la même manière, les Turcs n'ont sans doute pas complètement fait l'effort de compréhension des enjeux européens contemporains. Cet effort de compréhension réciproque nous paraît aujourd'hui essentiel pour qu'ensemble nous soyons en mesure de jouer un rôle actif en faveur d'une gouvernance mondiale plus juste et efficace, à l'heure du changement climatique et du retour du chacun pour soi à l'échelle planétaire. Mais aussi plus concrètement pour peser en faveur d'une démarche de paix et de croissance durable au Moyen-Orient qui est à notre portée si nous agissons ensemble. »

Convaincus du rôle majeur que doivent jouer « les nouvelles générations de décideurs et de leaders d'opinion », Guillaume Klossa et Can Buharali ont lancé le 9 décembre à Paris « un programme d'amitié et de rencontre entre jeunes décideurs turcs et européens. » Prochaines étapes possibles : Bruxelles en 2012 puis Istanbul en 2013 » (Les Confidentiels du Figaro, 9 décembre).

* Guillaume Klossa, est le président d'EuropaNova (collectif qui milite pour une Europe politique)
Can Buharali est vice-président d'Edam, l'un des think tanks turcs les plus influents.

Actualités

196 militaires sur le banc des accusés

« Le 16 décembre, s'est ouvert un procès historique dans la banlieue d'Istanbul, celui de 196 militaires turcs accusés d'avoir fomenté un coup d'Etat pour renverser le gouvernement Erdogan. Parmi eux, figurent de hauts gradés, « pas moins de 60 généraux ou amiraux » (Rfi, 16 décembre). « L'objectif de "Masse de forgeron" consistait à créer un climat politique proche du chaos qui aurait justifié un renversement du gouvernement » (Le Figaro, 17 décembre). Ce procès illustre les tensions entre l'AKP et l'armée et divisent profondément la tension et les médias.

Nouvel épisode dans le « feuilleton des grand procès qui implique l'armée en Turquie » (Dorothee Schmidt), la police a découvert le 19 décembre, dans une banlieue d'Istanbul « une trentaine de pains de plastic et des centaines de munitions ».

Israël – Turquie : « diplomatie des canadiens »

« Le tragique incendie du mont Carmel aura au moins eu un effet positif : il a donné une occasion à la Turquie et à Israël de s'engager officiellement dans un processus de rapprochement » (Le Figaro, 9 décembre).

« En envoyant deux bombardiers d'eau pour aider les Israéliens » à lutter contre le feu, le premier ministre turc « a tendu une perche » à son homologue israélien, qui l'a immédiatement saisie en le remerciant, « en dépêchant un émissaire à Genève afin de renouer les fils du dialogue » et en proposant d'indemniser les familles des victimes de l'affaire de la flottille (Jeune Afrique, 12 décembre).

M. Erdogan évoquant un « *devoir humanitaire et islamique* », a continué de réclamer excuses et indemnités pour les familles des victimes du *Mavi Marmara*.

« *Un mot fait obstacle* » à la réconciliation israélo-turque, explique Bernard Guetta sur France Inter (10 décembre). « *La Turquie veut des "excuses" alors qu'Israël n'est prêt à formuler que des "regrets"*. »

Turquie-USA : « une coopération plus importante aujourd'hui que jamais », Barack Obama

Le Premier ministre Erdogan a assuré à Barack Obama que la Turquie était déterminée à collaborer avec les Etats-Unis, en dépit des informations publiées par WikiLeaks (Europe 1, 12 décembre).

Une semaine plus tard, le président américain a estimé que « *compte tenu des défis de plus en plus complexes auxquels le monde est confronté, (...) la coopération américano-turque est plus importante aujourd'hui que jamais* ». Assurant « *les intérêts, les valeurs que nous partageons (...) constituent le fondement de nos relations même quand nous ne sommes pas d'accord* ». Le président américain a rappelé que la Turquie et les Etats-Unis partagent le « *le même objectif qui est d'empêcher l'Iran de se doter de l'arme nucléaire* », et encouragé la Turquie et Israël, « *deux alliés-clés des Etats-Unis* » « *à faire tout leur possible pour restaurer leurs relations* » (Europe 1, 19 décembre).

2. Dossier du mois : « La Turquie, un espoir pour l'Europe »

Le chapitre Concurrence reste fermé

Pour la première fois dans l'histoire du processus de négociation de la Turquie à l'UE, Ankara n'a ouvert aucun chapitre au second semestre de l'année. La présidence belge espérait pourtant ouvrir celui de la Concurrence en décembre. C'est « un chapitre très difficile et les Turcs n'ont pas encore réussi à respecter tous les critères de référence », explique un représentant de l'UE à Europolitique.

La Turquie a aussi ses défenseurs parmi lesquels le chef de la diplomatie britannique William Hague qui a jugé qu'il fallait « poursuivre notre travail en vue d'une adhésion de la Turquie. Le 12 décembre, dans une tribune de presse commune, William Hague et ses homologues italien Franco Frattini, suédois Carl Bildt et finlandais Alexander Stubb ont plaidé pour que l'Europe « se tourne à nouveau vers l'extérieur », rapporte L'Indépendant. « Selon eux, c'est précisément la crise qui doit motiver l'UE à s'ouvrir à de nouveaux membres, qui peuvent "l'aider à renouer avec le dynamisme économique" » (AFP)

« La Turquie entre désir et dépit pour l'Europe »

Pour le ministre des Finances turc Mehmet Simsek « l'UE est peu attirante économiquement. Nous nous y intéressons parce qu'elle implique une transformation politique, économique et sociale, qu'elle nous pousse à améliorer nos standards en matière de démocratie et de droits de l'homme. »

Le Monde (15 décembre) s'interroge « Combien de temps les Européens, retranchés derrière la notion d'une Europe "à approfondir avant de l'élargir", selon le langage officiel, parviendront-ils à garder le contact avec le gouvernement » turc?

Une étudiante interrogée par *Le Figaro* résume : « vous nous mettez trop d'obstacles. Et quand on voit la situation de l'Espagne ou du Portugal, ça donne envie de regarder ailleurs. »

Enthousiaste et résolument optimiste, le ministre chargé des Affaires européennes, Egemen Bagis, répète à l'envi : « Tiens bon l'Europe, la Turquie arrive à ton secours ! »

« L'Union européenne tiraillée sur la poursuite de son élargissement »

Le 14 décembre, les ministres européens des Affaires étrangères ont officiellement réaffirmé leur « ferme soutien à la politique d'élargissement ». Mais en coulisses, nombre d'entre eux estimerait que « l'heure n'est pas à l'élargissement, qui devient une politique des tout petits pas » (Le Monde). La politique d'élargissement « bat de l'aile éprouvée par la crise économique et une certaine lassitude des Européens » (AFP).

L'Otan presse les 27 de normaliser leurs relations avec Ankara

Invité par les ministres de la Défense de l'UE réunis le 9 décembre, pour réfléchir aux moyens de « faire plus pour la sécurité, avec moins d'argent », le secrétaire général de l'Otan Anders Fogh Rasmussen, a estimé qu'il fallait « muscler de toute urgence la coopération entre l'Union et l'Alliance ». « S'il doit y avoir coopération entre l'Alliance et l'Union, il faut que "tous les pays de l'Otan et de l'UE soient impliqués", sans exclusive ». Recommandant « un accord de sécurité Europe-Turquie », il souhaite voir « Ankara associé à l'Agence européenne de défense » (Le Figaro, 10 décembre).